ATLANTIC PROVINCES ECONOMIC COUNCIL | CONSEIL ÉCONOMIQUE DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Commentary

22 janvier 2009

Les économistes de l'Atlantique offrent des conseils pour le prochain budget du gouvernement fédéral

Suite aux remous politiques et économiques des derniers mois, il y a eu une série sans précédent de consultations en vue de la préparation du budget du gouvernement fédéral pour 2009. Pour apporter notre contribution à ce débat, nous avons demandé à huit économistes de premier plan du Canada atlantique de soumettre leurs idées sur la question.

Nous avons demandé à chacun des sept économistes de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le plus grand défi auquel est confronté le Canada atlantique sur le plan économique dans la récession actuelle?
2. Quelle sera la gravité du repli économique et combien de temps durera la récession, d'après vous?
3. Quelles sont vos priorités pour le plan de relance du gouvernement fédéral?

Même si les points de vue varient concernant la durée prévue de la récession, ce groupe d'économistes n'hésite pas à recommander au gouvernement fédéral de s'appuyer davantage sur ses outils de politique fiscale pour relancer l'économie et pour réduire les effets négatifs de la récession.

Tous les sept sont d'accord sur l'importance des initiatives visant à encourager la consommation. Ils ne pensent pas, cependant, que les réductions de l'impôt sur le revenu permettent de réaliser cet objectif. Ils recommandent plutôt des mesures qui mèneront directement à une augmentation des dépenses, comme l'augmentation des prestations de l'assurance-emploi et des programmes de supplément de revenu garanti, l'offre de transferts de fonds ponctuels et l'augmentation des crédits d'impôt.

En ce qui concerne les types d'infrastructure qui pourraient mériter un appui du gouvernement, les opinions varient considérablement. Certains préfèrent des dépenses plus traditionnelles, sur des choses comme le réseau routier et les autres modes de transport, tandis que d'autres recommandent des investissements dans les infrastructures sociales et les infrastructures de l'économie du savoir. Les économistes sont tous d'accord, cependant, pour choisir des projets qui amélioreront la productivité à long terme, au lieu de se contenter simplement de réagir à des pressions à court terme. Il y a également clairement un consensus sur la nécessité de mettre en œuvre certains projets rapidement, afin de profiter des coûts plus bas et de s'assurer que ces projets soient terminés avant que l'économie reparte de l'avant.

Ces soumissions viennent s'ajouter à notre propre contribution et proposent des points de vue originaux sur la récession, le mérite des interventions du gouvernement et les priorités concernant les mesures à prendre. Je tiens à remercier tous les économistes qui ont participé à cette consultation d'avoir promptement offert des réponses réfléchies à nos questions.

Elizabeth Beale
P.-d.g. et présidente du conseil du CÉPA

Économistes :

1. **Elizabeth Beale**, Conseil économique des provinces de l'Atlantique
2. **Pierre-Marcel Desjardins**, Université de Moncton

Les documents ci-dessous sont disponible en anglais seulement sur notre site web: www.apec-econ.ca

3. **Lars Osberg**, Dalhousie University
4. **Frank Strain**, Mount Allison University
5. **Fred Morley**, Greater Halifax Partnership
6. **Wade Locke** and **Scott Lynch**, Memorial University
7. **Michael Foster**, Canmac Economics Ltd.
8. **James Sentance**, University of Prince Edward Island

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :
Donal Power, coordinateur des communications, CÉPA
Tél. : (902) 422-6516, poste 229
Courriel : donal.power@apec-econ.ca
Web : www.apec-econ.ca

Elizabeth Beale, p.-d.g. et présidente du conseil, CÉPA

Il y a à peine trois mois, le CÉPA faisait preuve d'un optimisme prudent et pensait que la récession serait brève et relativement modérée. Que les conditions changent vite! On s'attend désormais à ce que l'économie de la planète connaisse la plus forte récession des cinquante dernières années. La plupart des spécialistes revoient à la baisse leurs prévisions pour l'économie canadienne, en raison de la faiblesse persistante des prix des marchandises, des difficultés toujours actuelles des marchés du crédit et de l'accélération des pertes d'emploi dans le secteur manufacturier.

Bien que le Canada atlantique ait été touché plus tardivement par la récession, il est de plus en plus évident aujourd'hui que notre économie se détériore. Les ventes au détail ont chuté et les taux de faillite des consommateurs ont augmenté rapidement dans les trois provinces maritimes. Le déclin de la production et des exportations dans certaines industries clés entraîne désormais des pertes d'emploi : le chômage a touché plus de 9 000 travailleurs supplémentaires dans la région au cours des deux derniers mois. L'économie de l'Atlantique ne connaîtra probablement pas des pertes d'emploi semblables à celles de l'Ontario, proportionnellement parlant. Mais le déclin économique grandissant fera du tort aux entreprises et aux individus partout dans la région cette année.

Comme on s'attend à ce que l'économie continue de décroître au cours de la première moitié de 2009, si on veut être optimiste concernant le retour à la croissance dans la deuxième moitié de l'année, il faut compter sur la réussite des plans de relance économique du Canada et des États-Unis. Quelles devraient être les priorités du budget canadien pour relancer notre économie?[1]

Le défi le plus immédiat est de restaurer la confiance et d'encourager les consommateurs à dépenser leur argent. L'une des manières les plus efficaces de relever ce défi est d'augmenter immédiatement les transferts de fonds aux Canadiens dont le niveau de revenu est faible ou moyen : ce sont les personnes qui sont les plus vulnérables dans une période de crise économique et qui sont également les plus susceptibles de dépenser rapidement l'argent qu'elles recevront. L'un des programmes qui couvre déjà une bonne partie de la population et qui pourrait facilement être adapté pour offrir des mesures rapides est le crédit pour la TPS/TVH, qui offre à l'heure actuelle un montant maximum de 369 $ par an à chaque adulte. Si on augmentait ce montant d'au moins 35 % et si on le versait à un rythme mensuel plutôt que trimestriel, cela offrirait rapidement un soutien bienvenu à un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes.

Une des autres cibles serait de renforcer l'engagement concernant la formation dans le cadre du programme d'assurance-emploi. Parmi les changements proposés, on pourrait avoir : un financement pour les formations d'une durée de plus d'un an; un soutien pour les formations à temps partiel et en cours d'emploi; une garantie d'accès à la formation pour ceux qui sont sous-employés; et un accent plus fort mis sur la validation des acquis et l'élaboration de formations sur mesure pour les travailleurs âgés. Ces mesures permettraient de garantir que les entreprises aient accès à des travailleurs disposant des qualifications appropriées lorsque l'économie repartira de l'avant.

La troisième priorité est le financement de travaux d'infrastructure, avec les transports au haut de la liste. Les entreprises du Canada atlantique indiquent régulièrement que le niveau élevé des frais de transport est une de leurs plus grandes préoccupations et les projets qui amélioreront la circulation des biens et des services entre les provinces, comme l'élargissement à quatre voies de l'autoroute entre le Nouveau-Brunswick et le Québec et l'amélioration du service de traversier de Marine Atlantic entre North Sydney et Port-aux-Basques, pourraient contribuer à réduire les frais de transport pour les entreprises du Canada atlantique.

[1] Pour consulter la soumission du CÉPA au ministre des Finances, Jim Flaherty : cliquez ici

Pierre-Marcel Desjardins, Département d'économie Université de Moncton

La question n'est plus de savoir si le Canada atlantique subira les foudres du ralentissement économique que connaissent les principales économies occidentales. La question qu'il faut se poser est comment la région sera frappée et qu'est-ce qui peut être fait pour en minimiser l'impact? La présente crise à la particularité d'être non seulement une crise économique mais également une crise financière. Bien que le système financier canadien s'en tire beaucoup mieux que le système financier des États-Unis, entre autres, le principal défi – autant au Canada en général qu'au Canada atlantique en particulier – est justement de s'assurer que le système financier continue de jouer son rôle essentiel et que les entreprises et les individus continuent à recevoir – lorsqu'ils le méritent – les fonds qu'ils désirent emprunter.

Il est très difficile de prédire quelle sera la durée de la présente récession, principalement parce qu'elle nécessitera autant un rebondissement de la consommation qu'un rebondissement du secteur financier – principalement aux États-Unis. Or, l'élément fondamental requis est un retour de la confiance, un facteur qui est très difficile à prédire.

Dans un tel contexte, le gouvernement fédéral est tout à fait justifier d'avoir un budget déficitaire afin de stimuler l'économie, réduire les impacts négatifs de la récession et contribuer à relancer le plus rapidement possible notre économie. Les mesures prises par le gouvernement fédéral devraient comprendre trois mesures principales.

1) Une stratégie pour s'assurer que les entreprises et les individus qui ont un dossier solide continuent de recevoir des prêts. Une mesure qui devrait être explorée est un programme de garantie de prêt, qui ferait en sorte que le risque des prêts soit partagé entre le gouvernement et les institutions financières.

2) Il est approprié d'avoir un programme d'infrastructures. Cela dit, il ne s'agit pas d'accorder un financement du gouvernement à n'importe quel projet d'infrastructure. Il faudra que le gouvernement soit sélectif dans l'affectation de ses fonds. Il faudrait avoir pour objectif d'avancer les dates de début des projets qui auraient de toute façon vu le jour, quelle que soit la situation économique, ou qui contribueront à renforcer la productivité du Canada.

3) Le gouvernement devrait accroître le pouvoir d'achat des consommateurs canadiens. Toutefois, une réduction d'impôt n'est probablement pas le meilleur moyen pour atteindre cet objectif. Le danger est qu'une telle réduction génère des déficits structurels dans l'avenir, ou du moins contribuent à retarder le retour aux budgets équilibrés lors de la relance économique. Nous devons tirer des leçons des erreurs des gouvernements Bush et Reagan aux États-Unis. La mesure préconisée est donc un transfert ponctuel d'un montant de l'ordre de 400 $ à tous les Canadiens et Canadiennes. Ceci aurait également le mérite d'être une mesure plus progressive qu'une réduction d'impôt – qui privilégierait particulièrement les plus nantis.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :
Donal Power, coordinateur des communications, CÉPA
Tél. : (902) 422-6516, poste 229
Courriel : donal.power@apec-econ.ca
Web : www.apec-econ.ca